ASSURANCES

LONDON AND SCOTTISH ASSURANCE CORPORATION

Un actif total de £5,771,642 apparaît dans le bilan de la London and Scottish Assurance Corporation arrêté au 31 décembre 1919. Tel est, se rappelle-t-on, le nouveau nom de la London and Lancashire Life and General Assurance Corporation. Les placements atteignent £3,846,881, les prêts sur polices £355,784, les hypothèques £428,861 et les balances des agents £328,937. Le capital autorisé est de £1,000,000 sur lequel £600,000 ont été souscrites et £120,000 payées. L'encaisse atteint £5,018,325 comprenant le capital versé, la réserve de placement de £109,320, le fonds de réserve de £60,000 et £23,126 de profits et pertes. Le compte de profits et pertes pour l'année montre un montant de £11,872 reporté de 1918, £20,260 d'intérêts et dividendes, £1,902 transférées du compte accidents, responsabilité des patrons et assurance générale. La balance reportée après paiement des dividendes, etc., est de £34,232.

L'actif de la Scottish Metropolitan Assurance Co., qui est associée avec la London and Scottish, atteint £1,646,980 dont £1,124,589 comprenant les placements. L'encaisse, y compris le capital versé de \$80,000, atteint £1,329,579. Une balance de £11,015, est reportée au compte de profits et pertes, au lieu de celle de £8,719 reportée de 1918.

QUALIFICATIONS DES AGENTS D'ASSURANCE SUR LA VIE

L'assuré prend la parole de l'agent et a quelquefois une fausse idée de sa police — Faut-il exiger un examen?

Obliger l'agent d'assurance sur la vie à passer un examen raisonnable sur sa connaissance du métier avant de recevoir une licence, telle est la demande que ne cessent de faire la plupart de nos plus importants "underwriters" d'assurances-vie. Lorsque l'on y réfléchit quelque peu, l'on s'étonne que cette demande n'ait pas été faite depuis des années.

Nous sommes à une époque où les gens à presque tous les instants de la vie augmentent leur avoir très largement au moyen de l'assurance sur la vie. Beaucoup de ces gens n'ont qu'une faible connaissance des principes fondamentaux de l'assurance. D'autres n'ont pratiquement aucune notion des lois concernant les bénéficiaires. Ces gens acceptent, en général, les déclarations de l'agent qui conclut l'affaire.

Si des erreurs sont faites, ou si des renseignements inexacts sont donnés, il est possible que l'assurance soit réglée dans des conditions absolument différentes de celles auxquelles l'assuré s'attendait. Ceci arrive en cas de décès. Il n'y a non plus aucun doute que beaucoup de gens ont des polices qui ne sont pas du tout ce qu'ils croyaient. A l'échéance des polices, ces gens, s'ils sont encore en vie, se trouveront en face d'un grave désappointement.

L'assurance est un contrat important

On peut certainement citer d'innombrables cas dans lesquels le public assuré a été mal informé par des agents qui probablement ne connaissaient pas leur affaire. Après tout, il y a quelque chose d'anormal dans un système qui permet à un homme absolument inapte et inexpérimenté de rédiger des papiers signifiant peut-être des milliers de dollars pour une succession et de donner par suite de son manque de connaissance, des informations erronées à ce sujet. Les meilleurs assureurs de toutes les provinces accueilleront, croyons-nous, avec plaisir un règlement obligeant tout titulaire actuel de licence et tout futur postulant pour une licence, à passer d'abord devant un bureau d'examen pour donner une preuve de sa qualification.

Environ sept cent millions d'assurances-vie ont été émis par les compagnies canadiennes l'année dernière. Ceci indique clairement qu'il est grandement temps de ne pas confier un tarif aux mains d'un homme qui n'est pas dûment qualifié.

LA MAISON CHAS.-O. LACROIX AU CANADA

Une compagnie subsidiaire des établissements de Paris est incorporée au Canada. — Le contrôle de plus de 250 navires. — Assurances maritimes.

Les grands établissements Charles-O. Lacroix, de Paris, viennent d'obtenir une charte incorporant une nouvelle compagnie qui sera appelée à jouer un rôle dans le monde de la finance canadienne. La nouvelle compagnie porte le nom de "The Charles-O. Lacroix Company of Canada Limited" et son capital de \$500,000 est entièrement souscrit.

Les directeurs de la compagnie sont M. Charles-O. Lacroix, président des établissements Lacroix, de Paris, M. Georges-W. Stephens, ancien député et associé de M. Lacroix à Paris et à New-York, M. John Hyde, de Montréal, le col. J.-J. Creelman, D.S.O., avocat et échevin de Montréal, et quelques financiers de New-York, intéressés dans l'assurance maritime et les compagnies de navigation.

Le but de la compagnie est de s'occuper d'assurances maritimes et de contrôler un groupe de compagnies américaines dans lesquelles M. Lacroix et ses associés sont puissamment intéressés. Ces compagnies sont propriétaires de plus de 250 navires, qui sont employés au transport entre les ports européens et américains.

La "Charles-O. Lacroix Company of Canada" sera aussi une subsidiaire des établissements Lacroix, de Paris, qui sont reconnus comme l'un des liens les plus importants entre l'Amérique et les pays du continent européen.

L'intention des directeurs de la compagnie Lacroix serait aussi de choisir Montréal comme leur bureau-chef en Amérique, c'est dire que la métropole canadienne compterait une des branches des établissements Lacroix, qui ont des bureaux à Paris, à Londres et à New York. Le bureau de Montréal ferait bénéficier le commerce canadien des tions de la maison Lacroix en France et on augure de bons résultats de l'incorporation de la nouvelle